



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

30-03-2017

Grève générale en Guyane

La Guyane est paralysée par une grève générale. Depuis une semaine, de larges grèves et des blocages touchent ce département d'outre mer pour dénoncer les problèmes en matière de santé, d'éducation, d'économie, de sécurité et de logement... Des manifestations regroupent les salariés des secteurs de la santé, des transports et de l'énergie... Ils revendiquent des augmentations de salaire, plus d'emplois, et une amélioration des services publics. Les agriculteurs manifestent en solidarité avec les travailleurs. A Kourou le lancement de la fusée Ariane 5 n'a pas pu se dérouler.

L'aéroport, le Grand Port Maritime, les collectivités territoriales, la préfecture, les axes routiers sont bloqués. Les écoles, collèges et lycées sont fermés. Les étudiants ont rejoint le mouvement.

Les chiffres clés pour comprendre la situation en Guyane

La grève est l'expression d'une profonde colère sociale. Dans ce département, qui compte plus de 200.000 habitants, le taux de chômage est de 22%, les jeunes de 15-24 ans sont les plus touchés 46 % des chômeurs.

C'est la région française la plus pauvre, derrière Mayotte. Le revenu fiscal par foyer dépasse à peine les 17 000 euros, c'est 8 000 euros de moins qu'en métropole.

Les prix à la consommation y sont 13% supérieurs et les logements 20 % plus chers.

Les Guyanais sont deux fois plus nombreux qu'en 1990.

43 % de la population a moins de 20 ans. Ils sont les plus touchés par la précarité économique : 40 % des 15-24 ans sont au chômage. La moitié seulement des 15-24 ans est scolarisée, seulement 12 % d'entre eux ont le baccalauréat.

Sur le plan social, les Guyanais réclament une amélioration de l' « offre de soins ». L'espérance de vie dans le département est de deux ans inférieurs à celui de la métropole et certaines causes de décès y sont surreprésentées, comme la mortalité infantile, la mortalité liée au VIH. Le département est très touché par la dengue, le chikungunya et le Zika, qui nécessitent une prise en charge médicale importante.

L'hôpital de Kourou est menacé de privatisation. La Guyane compte moitié moins de médecins généralistes que la métropole et près de 4 fois moins pour les médecins spécialistes. La situation sanitaire de la population est dramatique. Un cinquième de la population est à plus de 30 minutes d'un service d'urgence. Des femmes sont à plus de 400 kilomètres d'une maternité. Les inégalités sont amplifiées par le mauvais état de nombreuses infrastructures routières.

En 2013 Hollande en visite à la base de Kourou déclarait « S'il n'y avait pas de satellite, il n'y aurait pas de télévision. Mais qu'est-ce que l'on ferait alors, matin, midi et soir ? » Quel mépris pour les habitants de ce département dont 30 % de la population n'a pas accès à l'eau potable, ni à l'énergie électrique.

Cette année là, il avait promis de mettre en place un Pacte pour l'Avenir de la Guyane. Seul un tribunal de grande instance et une prison ont vu le jour !

Le taux de délinquance est important, pour une population de 250 000 habitants, la Guyane est le « département le plus meurtrier de France en valeur relative », c'est-à-dire rapporté au nombre d'habitants.

Marine Le Pen utilise le conflit social guyanais comme support pour porter ses thèmes de campagne, elle a soutenu le 26 mars que « l'immigration massive » en Guyane était à l'origine de la criminalité, argument fallacieux. Le bilan statistique du ministère de l'intérieur pour 2016 souligne que 88 % personnes auditionnées par la police et signalées aux autorités judiciaires sont français. L'Insee relevait également que le solde migratoire pour la région était négatif depuis 2012.

Emmanuel Macron, lui, a prôné une amélioration de la situation par la relance économique et les investissements publics... comique comme proposition pour l'ex-ministre de l'économie.

Jean-Luc Mélenchon dresse un constat d'échec, se lance dans une diatribe, mais sans proposition.

Hamon propose lui « *d'agir contre tous les retards accumulés en Guyane sur les questions de services publics, de sécurité, d'électrification* » en avril 2014, il était *ministre* de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, il n'a rien fait pour la Guyane !

De son côté, François Fillon estime que « *c'est une situation qui est extraordinairement dangereuse, qui est le résultat d'une absence de politique notamment en matière d'Outre-mer, depuis cinq ans* », le candidat républicain a la mémoire courte, il était premier ministre quand la Guyane avait déjà été paralysée par un important mouvement social fin 2008...

La population de Guyane crie sa colère et agit pour qu'on entende sa voix.

Le gouvernement veut étouffer la grève « *j'appelle à l'apaisement, j'appelle au calme, j'appelle au dialogue, parce que rien ne se construit dans le désordre et l'affrontement* » a déclaré le Premier ministre Bernard Cazeneuve.

Le chômage et la misère ne sont pas des maux que l'on peut colmater avec quelques promesses électorales, ils sont le produit de l'exploitation capitaliste.

Les Guyanais, Guyanaises ont raison de se rassembler pour porter un coup d'arrêt à cette politique.

Le seul moyen pour arrêter ce carnage capitaliste c'est de s'attaquer à celui-ci en s'appropriant les moyens de production, de la finance par la lutte, en nationalisant les secteurs clés de l'industrie, l'énergie, les télécommunications, les transports, les banques et les assurances.

Seul moyen pour développer une autre société qui réponde aux aspirations du peuple.

Oui, le seul rempart c'est la lutte partout, dès maintenant, une lutte puissante contre le capital et son gouvernement. Notre Parti apporte tout son soutien à la lutte de la population de Guyane.

Tant que les capitalistes auront le pouvoir, on ne pourra pas changer fondamentalement le cours de cette politique, il faut le leur arracher. Le bulletin de vote du "Parti Révolutionnaire Communistes sera à la disposition des électeurs pour dire le 23 avril : Ça suffit !